



COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS
COMMISSAIRE AUX DROITS DE L'HOMME



CommDH/Speech(2018)4

Commémoration du génocide de Srebrenica à l'occasion de son 23^e anniversaire

Potočari, 11 juillet 2018

Allocution de Dunja Mijatović,

Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe

C'est un grand honneur pour moi que d'être avec vous aujourd'hui, en ce moment douloureux pour les personnes qui vont inhumer des êtres chers et pour toutes les familles de victimes qui attendent encore de connaître la vérité.

Je suis ici en tant que Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe et en tant que compatriote pour exprimer mes plus sincères condoléances aux familles des victimes, pour honorer la mémoire des victimes et pour joindre ma voix aux vôtres et demander la vérité, la justice et le respect.

Chaque fois que je viens ici, les mots me manquent. Ces stèles, ces noms gravés dans le marbre froid, ce paysage magnifique, qui contraste si fortement avec l'horreur qui s'est produite ici, témoignent de la cruauté dont les êtres humains sont capables lorsqu'ils sont aveuglés par la propagande, les préjugés, la peur et la haine.

Aujourd'hui, nous commémorons les plus de 8 000 êtres humains – principalement des hommes et des adolescents – qui ont été assassinés en moins d'une semaine dans le pire massacre commis en Europe depuis la seconde guerre mondiale. Je salue le courage et la persévérance de leurs mères, de leurs femmes et de leurs sœurs, qui continuent à lutter pour la vérité et la justice. Les mots ne pourront jamais combler le vide laissé par l'absence de leurs proches, mais elles peuvent et doivent briser le silence pour que les atrocités qui ont eu lieu ici ne tombent pas dans l'oubli.

Nous devons parler haut et fort. Nos voix doivent couvrir les voix de ceux qui nient le génocide. Aujourd'hui plus que jamais.

Un tiers des 40 000 personnes qui ont disparu au cours des guerres des années 1990 n'ont pas encore été retrouvées ; plus de 1 000 d'entre elles sont des victimes du génocide de Srebrenica. Le manque de volonté politique, la coopération insuffisante entre la Bosnie-Herzégovine et la Serbie, et des ressources humaines et financières inadéquates sont autant d'obstacles qui entravent toujours considérablement l'élucidation du sort des personnes disparues. Les familles des victimes continuent à souffrir de ne pas savoir la vérité. Des mères décèdent sans avoir pu inhumer les restes de leurs enfants disparus.

En ce jour de deuil, j'appelle tous les responsables politiques de Bosnie-Herzégovine et de Serbie à se montrer plus compatissants envers les victimes, les survivants et leurs familles, et à accorder la priorité à la recherche des personnes disparues. Aucune considération politique ne peut l'emporter sur le devoir d'établir ce qu'est devenue une personne disparue et d'apporter un peu d'apaisement à sa famille.

Vingt-trois ans se sont écoulés depuis ce terrible mois de juillet 1995 et 14 ans depuis que le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, dont j'approuve pleinement les réalisations, a qualifié pour la première fois de génocide ce qui s'est passé à Srebrenica. Pourtant, beaucoup persistent à contester cette qualification et à minimiser la gravité du crime.

Des criminels de guerre continuent à être accueillis en héros dans toute la région et à occuper des postes importants, qui leur permettent de diffuser leurs théories nationalistes et rétrogrades. Les mêmes théories odieuses responsables de tant de souffrances pendant les guerres qui ont non seulement désintégré un pays, mais aussi détruit les vies de milliers de gens dans les années 1990.

Aujourd'hui, il faudrait que toute la région rende hommage aux victimes du génocide de Srebrenica. Ce n'est malheureusement pas le cas.

Ces dissensions sont une insulte à la mémoire des victimes et aggravent la souffrance des survivants. Nous devons inverser la tendance. Que nous soyons des responsables politiques, des magistrats, des représentants d'organisations internationales, des membres d'ONG ou de simples citoyens, nous devons tous soutenir les victimes et leurs familles dans leur quête de justice et de respect, et les aider à obtenir réparation des préjudices qu'elles ont subis.

Cela est essentiel pour elles, mais aussi pour nous et pour l'avenir de nos enfants. Si nous voulons qu'ils grandissent dans une société plurielle et apprennent la tolérance et le respect, si nous voulons leur donner les moyens de ne pas se laisser endoctriner et de ne pas céder à la haine et à la violence, nous ne pouvons pas nous permettre d'ignorer des événements historiques que certains préféreraient oublier.

Il faut que nos enfants connaissent leur histoire ; nous devons aussi les rendre capables de déconstruire les mythes et leur apprendre la justice et l'égalité.

En ce jour où nous pleurons les victimes, rappelons-nous que seuls la connaissance de la vérité, le respect de toutes les victimes des crimes du passé et un dialogue ouvert sur ces questions permettront de renforcer la cohésion sociale, de manière à progresser vers la réconciliation et à préserver la diversité qui est inhérente à cette société et qui est aussi l'une de ses richesses.

C'est seulement ainsi que nous pourrons assumer le passé et éviter qu'il se répète.